



Discours de Marine Le Pen

Motion de censure du 4 décembre 2024



Madame la Présidente,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et messieurs les ministres,

Chers collègues,

Nous voilà arrivés au moment de vérité, un moment parlementaire inédit depuis 1962 qui va sceller, selon toute vraisemblance, la fin d'un gouvernement éphémère. Un gouvernement de circonstance, et finalement, d'apparence.

Monsieur le Premier ministre, dès votre nomination à Matignon, le Rassemblement National avait fait un choix responsable, transparent et loyal : vous prendre au mot lorsque vous vous disiez prêt, à construire un texte garantissant, je vous cite, « *des dépenses maîtrisées, un effort juste, et une France souveraine* », et à tenir compte des attentes légitimes de nos onze millions d'électeurs pour atteindre ces trois objectifs.

Nous avons voulu croire, manifestement à tort, que vous ne seriez pas le simple continuateur d'un système rejeté lors des dernières élections ; mais un bâtisseur sincère, conscient des souffrances du pays, capable d'appréhender les nouveaux équilibres politiques et de rendre enfin la parole à ces millions de Français ignorés, comme effacés de l'esprit des gouvernants.

Mais au fil de ces trois petits mois, il est apparu que vous étiez en réalité à la tête d'un gouvernement dépourvu de toute assise démocratique, y compris au cœur de votre soi-disant « *socle commun* ». Un socle par ailleurs miné par les ambitions personnelles et les manœuvres de couloir qui le rongeaient.

L'Assemblée nationale va très vraisemblablement censurer dans quelques minutes cette illusion d'optique.

Vous vous êtes dit « *surpris* » de cet épilogue.

Ce qui est surprenant dans cette affaire, c'est la surprise d'un Premier ministre qui sait, mieux que nous, que c'est dans ses rangs que l'intransigeance, le sectarisme et le dogmatisme lui ont interdit la moindre concession. Ce qui aurait évité ce dénouement.

Monsieur le Premier ministre, vous avez fait le choix de prolonger l'hiver technocratique dans lequel est plongée la France depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017 : la déconnexion des attentes démocratiques, la verticalité des décisions, le refus des consultations et des compromis, en somme le respect de la volonté du peuple français en matière migratoire, sécuritaire ou fiscale, ou en matière de construction européenne, et ce malgré les résultats sans appel des élections de juin et juillet dernier.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que ce budget s'inscrive dans la continuité des cinquante derniers qui l'ont précédé. Des budgets de déficits chroniques et de gaspillage, qui ont porté notre dette à un niveau jamais atteint : 3 300 milliards, dont la facture est invariablement présentée aux Français, sommés d'éponger ces errements.

Depuis cinquante ans, la France a perdu le contrôle de ses finances publiques.

Elle s'est rendue prisonnière de ces budgets qui obèrent désormais son avenir, celui de nos enfants et même de nos petits-enfants.

Ils n'ont pas seulement découragé le travail, mais la création de richesse ; pas seulement la volonté d'entreprendre, mais la possibilité de le faire.

Ce budget ne s'attaque pas seulement à la France, il prend en otage les Français, et singulièrement les plus vulnérables, les retraités modestes, les personnes malades, les travailleurs pauvres, les Français considérés comme « trop riches » pour être aidés, mais pas assez pauvres pour échapper au matraquage fiscal.

Ces Français qui, tous se posent une unique question « *où va l'argent ?* ».

Car comme nous ils constatent cet extravagant paradoxe : toujours plus d'impôts, et pourtant toujours moins de services publics, toujours moins de protection sociale.

Dans ce contexte de crise budgétaire et institutionnelle, nous vous avons proposé un contre-budget traduisant 5 choix politiques clairs :

- rendre du pouvoir d'achat aux Français ;
- défendre les entrepreneurs ;
- lutter contre les rentes, la spéculation et la fraude ;
- dégraisser l'État et le recentrer sur ses missions régaliennes ;
- stopper les dépenses contraires à la volonté populaire.

Vous avez refusé jusqu'au bout de retenir ne serait-ce qu'une partie significative de ces mesures, pourtant précisément détaillées et chiffrées.

Vous n'avez apporté qu'une seule réponse : l'impôt, l'impôt, toujours l'impôt. 40 milliards d'impôts nouveaux, dont 20 milliards pour les entreprises.

Ce n'est pas le Rassemblement National qui a qualifié votre budget de « *récessif* » : ce sont les milieux économiques.

Vous avez même refusé de soutenir l'indexation des retraites sur l'inflation, mesure qui il y a quelques mois était un marqueur, voire une ligne rouge, du soi-disant « *socle commun* ».

Les seules lignes rouges qui ont été abandonnées depuis trois mois, ce sont finalement celles de vos députés.

Je voudrais rafraîchir ici, d'ailleurs, la mémoire de certains d'entre eux, car ils semblent comme frappés d'amnésie générale.

Messieurs Wauquiez et Attal – au hasard – qui, pêle-mêle, nous affirmaient qu'il y aurait une règle d'or pour revaloriser chaque année les retraites à hauteur de l'inflation, ou qu'il n'y aurait aucune augmentation d'impôts pour les Français.

Le tout a été admirablement résumé par l'une de vos députées, devenue depuis ministre de votre gouvernement : « *Hausses d'impôts, diminution des retraites, aggravation du déficit public. Ça, pour le coup, on l'a dit très vite au président de la République, c'est le déclenchement de la censure* »

Mais le budget que nous rejetons aujourd'hui ne fait pas que renier vos promesses.

Il ne comporte ni cap, ni vision.

C'est un budget technocratique qui continue à dévaler la pente, en se gardant de

toucher au totem qu'est l'immigration hors-contrôle, en s'abstenant de s'attaquer à la vie chère en métropole comme en outre-mer, en refusant de s'attaquer aux causes, plutôt que de parler des conséquences, de la vertigineuse glissade sécuritaire et criminelle que connaît le pays.

Permettez-moi de m'arrêter un instant sur les outre-mer, si chères à mon cœur. Manifestement, vous n'avez pas pris la mesure de leur désespoir. Crise sociale due à la vie chère, accès à l'eau potable, insécurité et immigration clandestine : sur tout cela, vous n'avez rien entrepris.

Le budget que nous rejetons aujourd'hui apparaît clairement comme le contraire d'une politique pensée et pesée, il n'est qu'une comptabilité froide issue de logiques bureaucratiques, de choix d'habitude ou d'une routine dépensière.

Sans se soucier des postes et des personnes, en n'ayant à l'esprit que le mandat que nous ont confié nos électeurs et le sens de l'intérêt national, nous avons éclairé le chemin qui mène au compromis avec trois balises : immigration, pouvoir d'achat, sécurité.

Ces balises, le gouvernement n'a pas voulu les voir comme s'il était pour lui déshonorant de chercher, en ces circonstances, les voies de la conciliation nationale.

Les petits pas qu'ils ont timidement – et très tardivement – tentés ne peuvent s'appeler des concessions ; ce sont des miettes.

Je le déplore mais c'est ainsi !

Alors, à ceux qui me croient animée de l'intention de choisir, par un vote de censure, la politique du pire, je veux leur dire que la politique du pire serait de ne pas censurer un tel budget, un tel gouvernement, un tel effondrement.

La France aura un budget car, comme nous l'avons rappelé, nos institutions nous permettront de voter au plus tôt, avec un nouveau gouvernement, des lois de finances pour 2025.

Et d'ici là, une loi spéciale, que nous voterons évidemment, permettra à l'État de continuer à percevoir l'impôt et d'exécuter les dépenses publiques indispensables à la continuité de la vie nationale.

En revanche nous lui évitons la prolongation des tragiques erreurs économiques et fiscales du passé.

Nous permettons, par notre défense de l'intérêt national, à rebours de quarante ans de politiques économiques toxiques dont vous êtes le continuateur, d'éviter le chaos.

Que l'on soit juste !

La dissolution, nous la devons à la rupture profonde et ancienne entre la volonté du peuple et les réalisations de leurs dirigeants.

La censure est la conséquence, non seulement des manœuvres électorales des élections législatives, qui ont privé la France d'une majorité de gouvernement... Mais également du chantage de votre propre minorité qui vous a interdit de trouver les voies de passage avec vos oppositions, ce qui est pourtant le fondement de la démocratie.

Enfin, la situation de notre pays, nous la devons aussi à un président qui s'est ingénié sans discontinuer à déconstruire tout ce qu'il pouvait.

Le quai d'Orsay, la préfectorale, la police judiciaire, le droit à la retraite, l'assurance chômage, la SNCF, la souveraineté nationale, les fleurons de notre industrie, – et cette liste n'est pas exhaustive.

Emmanuel Macron s'est attaqué, depuis sept ans, à tous les murs porteurs de l'Etat et de la Nation et a terriblement affaibli la fonction présidentielle clef de voûte de l'édifice institutionnel français.

Parce que nos logiques constitutionnelles le commandent, en attendant que le peuple reprenne la parole et la main, c'est au chef de l'État, et à lui seul, qu'il appartiendrait de sortir le pays de cette pathétique ornière.

Je le dis ici, j'ai trop de respect pour la fonction suprême, de déférence à l'égard de nos institutions, de révérence vis à vis du suffrage universel pour participer à une quelconque entreprise – même parlementaire – de demande de destitution.

Je laisse cela aux « *ché-guévaristes* » de carnaval qui, sans nul doute, se reconnaîtront.

C'est à l'intéressé lui-même de conclure s'il est en mesure de rester ou pas.

C'est à sa conscience de lui commander s'il peut sacrifier l'action publique et le sort de la France à son orgueil. C'est à sa raison de déterminer s'il peut ignorer l'évidence d'une défiance populaire massive que, dans son cas, je crois

définitive.

S'il décide de rester, il sera contraint de constater qu'il est le président d'une République qui n'est plus tout à fait, par sa faute, la Cinquième.

Il devra se résoudre enfin au respect de l'Assemblée nationale élue, au respect de tous les citoyens sans exception, et évidemment au respect des logiques démocratiques.

Alors mes chers collègues, aujourd'hui où la censure nous apparaît comme une nécessité pour mettre fin au chaos, pour éviter aux Français un budget dangereux, injuste et punitif qui de surcroît aggrave les déficits, les institutions nous contraignent à mêler nos voix à celles de l'extrême-gauche.

Ce n'est pas de gaité de cœur que nous le faisons, tant les idées de l'extrême-gauche et de la gauche extrémisée sont dévastatrices pour l'unité, la sécurité et la prospérité du pays, et tant leur comportement est terriblement éloigné de l'idéal français et du respect de nos institutions.

Ces institutions nous contraignent aujourd'hui à utiliser le NFP comme un simple outil pour éviter l'application d'un budget toxique.

Mais contrairement à ce que vous avez fait en juin dernier, nous, nous ne les envisagerons jamais comme des alliés.

Car les Français n'oublieront pas que, si tant de députés insoumis siègent sur ces bancs c'est grâce au désistement des candidats macronistes et LR ; si tant de députés macronistes et LR siègent sur ces bancs, c'est grâce au désistement de candidats insoumis, n'est-ce pas monsieur Wauquiez ?

Quoiqu'il advienne, le Rassemblement National se tiendra prêt pour ouvrir au pays la voie du redressement qu'il attend.

C'est la vocation même de la France de renouer avec le sursaut et la grandeur.

Je veux dire à tous ceux qui souffrent, et qui désespèrent, que le temps n'est plus très loin avant que ne se profile la grande alternance, cette grande alternance que nous appelons de nos vœux et qui sera synonyme, pour tous les Français, de délivrance.

Ce jour viendra bientôt, peut-être très vite.

Ce sera là le véritable choc d'espérance qu'attend la France.

Je vous remercie.

